SOMMAIRE :

4) NNEE 1960 -1- N° 111 /PCM/MJLFP.

Decret fixant le régime particulier applicable aux agents temporaires des administrations et établissements publics administratifs de l'Etat engagés par contrats dits d'assistance technique

LE PREMIER MINISTRE,

VU la Constitution de la République du Dahomey;

VU la Loi n° 59/21 du 31 Août 1959 portant Statut général de la Fonction Publique ;

VU le Décret N° 110 /PCM du 25/4/60 fixant le régime général d'emploi des agents temporaires des administrations et établissements publics administratifs de l'Etat.

SUR le rapport conjoint du Ministre de la Justice, de la Législation et de la Fonction Publique et du Ministre des Finances;

LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU ;

DECRET :

ARTICLE 1er.- Sous réserve des dispositions particulières ci-après les dispositions du régime général d'emploi des agents temporaires s'appliquent aux agents temporaires engagés par contrats dits d'assistance technique dans les conditions fixées à l'article 40 dudit régime général.

Sauf dispositions expresses du présent décret, ou des règlements pris pour son application les personnes visées au premier alinéa ci-dessus ne sont pas soumises au régime applicable aux personnels de l'assistance technique de la République Française.

ARTICLE 2.- Des personnes ne possédant pas la citoyenneté de la Communauté peuvent être engagées par contrats dits d'assistance technique, sous réserve qu'elles justifient des conditions de moralité, d'aptitude physique et d'âge fixées à l'article 11 du régime général d'emploi des agents temporaires.

ARTICLE 3.- Pour la rédaction des clauses des contrats dits d'assistance technique, il est fait application des dispositions du régime général d'emploi des agents temporaires ainsi que de celles du présent régime particulier.

Outre les indications prévues à l'article 20 du régime général, il est fait mention obligatoire au contrat du lieu de résidence habituelle de l'agent au moment de l'engagement.

Pour les agents visés au présent décret, la période d'essai peut être portée à une année.

Toutefois, en cas de cessation de l'engagement avant que la condition visée au précédent alinéa ne soit remplie, il est accordé à l'agent temporaire un congé proportionnel sur la base des droits acquis au moment de la cessation de l'engagement.

Les délais de route normaux pour se rendre du lieu d'emploi au lieu de résidence habituelle fixé par le contrat et en revenir ne sont pas compris dans la durée du congé.

Il n'est accordé en aucun cas d'indemnité compensatrice de congé.

ARTICLE 5.- Nonobstant les dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus, il peut être exceptionnellement institué un régime de congé annuel en faveur des agents temporaires chargés de famille qui auront renoncé, pour la totalité des membres de ladite famille, au bénéfice du transport pris en charge par l'Etat pour se rendre du lieu de résidence habituelle au lieu d'emploi et vice-versa.

L'application du premier alinéa du présent article est stipulée par une clause du contrat qui ne peut en aucun cas être modifiée en cours d'exécution dudit contrat.

Elle est toujours subordonnée aux nécessités du service et ne peut avoir pour effet de créer des dépenses plus élevées que celles résultant de l'application du régime normal de congé.

ARTICLE 6.- Outre la rémunération prévue à l'article 29 du régime général d'emploi des agents temporaires, il est alloué aux agents temporaires engagés par contrats dits d'assistance technique une indemnité mensuelle dont le taux, calculé en pourcentage du traitement mensuel, est fixé par décret.

Le paiement de l'indemnité visée au premier alinéa ci-dessus est suspendu pendant la période de congé allouée aux agents conformément aux dispositions des articles 4 et 5 ci-dessus ainsi que pendant les congés de maladie lorsque ceux-ci sont accordés pour en jouir en dehors du territoire de la République.

ARTICLE 7.- Les agents temporaires chargés de famille dont les enfants ouvrant droit à allocation familiale résident en dehors du territoire de la République bénéficient desdites allocations aux taux et selon le régime en vigueur dans le pays de résidence effective desdits enfants.

Les enfants bénéficiant des dispositions du premier alinéa ci-dessus cessent d'être comptés au nombre des membres de la famille ayant droit au transport à la charge de l'Etat dans les cas prévus par la réglementation.

L'application du présent article est stipulée par une clause du contrat qui ne peut en aucun cas être modifiée en cours d'exécution dudit contrat.

ARTICLE 8.- L'Administration assure à l'agent temporaire engagé par contrat dit d'assistance technique un logement correspondant à la catégorie à laquelle appartient l'emploi qu'il occupe ainsi que, dans la mesure du possible, le mobilier essentiel.

Un arrêté du Ministre des Finances fixe les modalités d'application du présent article.

Sont pris en charge dans les mêmes conditions les frais de transport :

- du lieu de résidence habituelle au lieu d'emploi à l'expiration du congé s'il a été procédé au renouvellement de l'engagement.

- du lieu d'emploi au lieu de résidence habituelle en cas de résiliation de l'engagement par l'Administration avant ouverture du droit au congé pour toute autre cause que la perte de la nationalité ou des droits civiques ou le congédiement par sanction disciplinaire.

ARTICLE 10.- S'il est mis fin à l'engagement avant ouverture du droit à congé, soit par congédiement de l'agent par sanction disciplinaire soit par résiliation de l'engagement par l'Agent ou par l'Administration pour perte de la nationalité ou des droits civiques, les frais de transport pour se rendre du lieu de résidence habituelle au lieu d'emploi et vice versa sont pris en charge par l'Etat proportionnellement au temps de service effectivement accompli par l'agent.

ARTICLE 11.- Les agents en service à la date de publication du présent décret au Journal Officiel de la République titulaires d'un contrat assimilable aux contrats dits d'assistance technique défirés par le présent décret seront reclassés en qualité d'agents temporaires dans un emploi, à une catégorie et une échelle correspondant à leur qualification et à l'échelon comportant un traitement égal ou immédiatement supérieur à leur salaire actuel.

Pour l'application de l'alinéa ci-dessus il faut entendre par salaire actuel : le salaire proprement dit, le sursalaire, la prime d'ancienneté et l'indemnité forfaitaire allouée par décret n° 213/PCM/SEF du 8.12.59-

Le reclassement sera prononcé par le MINISTRE intéressé après approbation d'un tableau de reclassement visé par le MINISTRE des Finances et le MINISTRE de la Fonction Publique. En cas de refus de visa d'une des autorités habilitées, la commission des engagements visée à l'article 10 du décret n° 110/PN du 25.4.60 fonctionnant comme commission de reclassement sera saisie pour avis.

Toutefois, les agents visés au premier alinéa ci-dessus pourront demander à conserver le bénéfice des clauses de leur contrat actuel jusqu'à l'expiration du séjour en cours.

ARTICLE 12.- Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à compter du 1er Janvier 1960.

ARTICLE 13.- Le Ministre de la Fonction Publique et les Ministres, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et sera publié au Journal Officiel de la République du Dahomey./.-

FAIT A PORTO-NOVO, le 25 avril 1960

Par le PREMIER MINISTRE

Le Ministre de la Justice,
Législation et Fonction
Publique

E. POISSON

Hubert M A G A

Le Ministre des Finances